

REVUE DE PRESSE

Tribune de Jacques Delors, Antonio Vitorino et alii

16 juillet 2011



Une vision claire pour l'Euro afin qu'il sorte renforcé de la crise

Contact Presse : Stéphanie Baz, sbaz@notre-europe.eu, 00 33 1 44 58 97 84

Sommaire :

- Tribune, *Une vision claire afin que l’Euro sorte renforcé de la crise*.....p.3
- Signataires de la tribune.....p.4
- Presse écrite.....p.5
 - Le Monde (France).....p.6
 - Les Echos (France).....p.8
 - La Libre Belgique.....p.9
 - Le Soir (Belgique).....p.10
- Presse en ligne.....p.11
 - france2.fr (France).....p.12
 - france3.fr (France).....p.14
 - telecinco.es (Espagne).....p.16
 - L’Usine Nouvelle (France).....p.17
 - Boursorama Banque (France).....p.18
 - Cotizalia (Espagne).....p.19
 - territoriodigital.com (Argentine).....p.20
 - Yahoo ! Noticias (Venezuela).....p.24
 - MSN News.....p.25
 - MSN News.....p.26

Une vision claire afin que l'Euro sorte renforcé de la crise

Depuis quelques jours, les perspectives d'un règlement durable de la situation financière de la Grèce paraissent s'évanouir, les dettes des Etats portugais, italien, espagnol font l'objet d'attaques de plus en plus violentes des marchés, les négociateurs publics et privés qui tentent de trouver une solution n'y parviennent pas.

Les raisons de cette impuissance sont innombrables : une fois la dégradation brutale de la notation du Portugal, une autre réside dans les difficultés du gouvernement allemand à dépasser les obstacles politiques, et peut-être même constitutionnels, qu'il rencontre, une autre encore se trouve dans l'échec d'un projet élaboré par de grands intervenants financiers mais qui ne trouve pas les soutiens nécessaires.

Mais toutes ces raisons se résument en fait à une seule : l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates. Vision claire : l'euro doit survivre à cette crise et lui survivra. Il en sortira même renforcé : les instruments qui manquaient à ce projet sans précédent d'une zone monétaire sans Etat et sans budget ont déjà commencé à être élaborés.

Des premiers pas ont été accomplis tout au long de la gestion de la crise : dans la douleur, certes, chaque obstacle a été franchi, et à chaque fois le projet commun des Européens a survécu, et des solutions ont été trouvées avec des innovations majeures. La nécessité a fait loi, et la coordination des politiques économiques qui aurait dû, dès l'origine, accompagner le pacte de stabilité s'est renforcée.

Sans l'euro et sans l'Europe, le sort de tous aurait été bien pire. Les nouveaux instruments communautaires mis en place devraient démontrer la capacité des institutions à faire face aux défis.

Vision claire : les Etats doivent garantir les dépôts des particuliers. Chacun doit pouvoir avoir confiance en sa banque. Mais ce n'est pas aux contribuables de payer pour les investissements des institutions financières qui ont cru pertinent d'acheter de la dette grecque, ou des obligations de banques qui se sont avérées fragiles, ou ont même fait défaut comme cela a été le cas en Irlande ou en Islande.

Les institutions financières ont pris des risques ; cela fait partie de leur métier. Leurs actionnaires, les porteurs des obligations qu'elles ont émises doivent porter leur part du fardeau. Cela doit être fait sans menacer la stabilité du système, certes, mais cela doit être fait.

Vision claire : la régulation ne peut plus être cantonnée à un cadre national. Ni le Conseil de l'euro ni la Banque centrale européenne (BCE) n'ont su prévenir la montée des risques et d'un endettement privé devenu souvent excessif. La crise aura permis que se mette en place une première étape de régulation réellement européenne des banques et des marchés financiers. Il faut lui donner les moyens de réussir dans la durée, et de contribuer à une meilleure régulation mondiale de la finance.

Vision claire : la crise apprend à qui en doutait qu'on ne peut vivre indéfiniment au-dessus de ses moyens, et que cela s'applique aussi aux Etats. La réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste, des étapes clairement marquées, et ne pas se donner des objectifs intenable qui détruiraient sa crédibilité, parce

qu'ils ne pourraient durablement avoir le soutien des populations et de leurs représentants élus.

Vision claire : tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut sur la dette grecque doit l'être. Personne ne saurait aujourd'hui en maîtriser les conséquences. Et n'oublions jamais que ce sont les Grecs eux-mêmes qui en souffriraient les premiers. La solidarité européenne suppose la participation des Etats et des institutions financières à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette.

Reconnaissons que certaines dettes, comme la grecque, valent et vaudront moins cher que d'autres. Cela se traduira tôt ou tard par des pertes comptables pour les investisseurs, ce qui est la contrepartie normale des rémunérations élevées qu'ils ont perçues en achetant des dettes plus risquées que d'autres. Ce fait est acquis.

Ce qu'il faut, c'est que ces pertes de valeur permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette. D'où l'importance des mécanismes allant dans ce sens, comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur.

Ces principes sont simples. Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne les adoptent, si les Etats, la Commission, le Fonds monétaire international (FMI) les appliquent, des solutions pourront être trouvées. C'est ce à quoi nous les appelons solennellement. L'Europe, tous ses citoyens peuvent sortir renforcés de la crise actuelle. Il y suffit d'une vision claire et partagée pour guider l'action.

Les signataires :

Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission européenne (1981-1985)

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne (1985-1994)

Felipe Gonzalez, ancien président du gouvernement espagnol (1982-1996)

Romano Prodi, ancien président de la Commission européenne (1999-2004) et ancien président du conseil italien (1996-1998 puis 2006-2008)

Antonio Vitorino, ancien commissaire européen (1999-2004) et président de "Notre Europe" depuis juin 2011

Ainsi que

Yves Bertoncini pour "*Notre Europe*".

Gilles de Margerie et **Stéphane Boujnah** pour "*En temps réel*" ;

PRESSE ECRITE

Une vision claire afin que l'Euro sorte renforcé de la crise

Depuis quelques jours, les perspectives d'un règlement durable de la situation financière de la Grèce paraissent s'évanouir, les dettes des Etats portugais, italien, espagnol font l'objet d'attaques de plus en plus violentes des marchés, les négociateurs publics et privés qui tentent de trouver une solution n'y parviennent pas.

Les raisons de cette impuissance sont innombrables : une fois la dégradation brutale de la notation du Portugal, une autre réside dans les difficultés du gouvernement allemand à dépasser les obstacles politiques, et peut-être même constitutionnels, qu'il rencontre, une autre encore se trouve dans l'échec d'un projet élaboré par de grands intervenants financiers mais qui ne trouve pas les soutiens nécessaires.

Mais toutes ces raisons se résument en fait à une seule : l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates. Vision claire : l'euro doit survivre à cette crise et lui survivra. Il en sortira même renforcé : les instruments qui manquaient à ce projet sans précédent d'une zone monétaire sans Etat et sans budget ont déjà commencé à être élaborés.

Des premiers pas ont été accomplis tout au long de la gestion de la crise : dans la douleur, certes, chaque obstacle a été franchi, et à chaque fois le projet commun des Européens a survécu, et des solutions ont été trouvées avec des innovations majeures. La nécessité a fait loi, et la coordination des politiques économiques qui aurait dû, dès l'origine, accompagner le pacte de stabilité s'est renforcée.

Sans l'euro et sans l'Europe, le sort de tous aurait été bien pire. Les nouveaux instruments communautaires mis en place devraient démontrer la capacité des institutions à faire face aux défis.

Vision claire : les Etats doivent garantir les dépôts des particuliers. Chacun doit pouvoir avoir confiance en sa banque. Mais ce n'est pas aux contribuables de payer pour les investissements des institutions financières qui ont cru pertinent d'acheter de la dette grecque, ou des obligations de banques qui se sont avérées fragiles, ou ont même fait défaut comme cela a été le cas en Irlande ou en Islande.

Les institutions financières ont pris des risques ; cela fait partie de leur métier. Leurs actionnaires, les porteurs des obligations qu'elles ont émises doivent porter leur part du fardeau. Cela doit être fait sans menacer la stabilité du système, certes, mais cela doit être fait.

Vision claire : la régulation ne peut plus être cantonnée à un cadre national. Ni le Conseil de l'euro ni la Banque centrale européenne (BCE) n'ont su prévenir la montée des risques et d'un endettement privé devenu souvent excessif. La crise aura permis que se mette en place une première étape de régulation réellement européenne des banques et des marchés financiers. Il faut lui donner les moyens de réussir dans la durée, et de contribuer à une meilleure régulation mondiale de la finance.

Vision claire : la crise apprend à qui en doutait qu'on ne peut vivre indéfiniment au-dessus de ses moyens, et que cela s'applique aussi aux Etats. La réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste, des étapes clairement marquées, et ne pas se donner des objectifs intenable qui détruiraient sa crédibilité, parce qu'ils ne pourraient durablement avoir le soutien des populations et de leurs représentants élus.

Vision claire : tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut sur la dette grecque doit l'être. Personne ne saurait aujourd'hui en maîtriser les conséquences. Et n'oublions jamais que ce sont les Grecs eux-mêmes qui en souffriraient les premiers. La solidarité européenne suppose la participation des Etats et des institutions financières à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette.

Reconnaissons que certaines dettes, comme la grecque, valent et vaudront moins cher que d'autres. Cela se traduira tôt ou tard par des pertes comptables pour les investisseurs, ce qui est la contrepartie normale des rémunérations élevées qu'ils ont perçues en achetant des dettes plus risquées que d'autres. Ce fait est acquis.

Ce qu'il faut, c'est que ces pertes de valeur permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette. D'où l'importance des mécanismes allant dans ce sens, comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur.

Ces principes sont simples. Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne les adoptent, si les Etats, la Commission, le Fonds monétaire international (FMI) les appliquent, des solutions pourront être trouvées. C'est ce à quoi nous les appelons solennellement. L'Europe, tous ses citoyens peuvent sortir renforcés de la crise actuelle. Il y suffit d'une vision claire et partagée pour guider l'action.

Les Echos 15 juillet 2011

Crise: d'ex-dirigeants européens appellent à "une vision claire pour l'euro"

Cinq anciens dirigeants européens ont appelé les responsables de l'UE à adopter "une vision claire pour l'euro" qui, seule, lui permettra de sortir renforcé de la crise actuelle, dans une tribune publiée dans le quotidien français *Le Monde* à paraître samedi. L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzales, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire Romano Prodi, le Belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais Antonio Vitorino critiquent "l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates".

Selon eux, avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", estiment-ils. "Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la dette grecque doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette".

Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

Avoir une vision claire suppose aussi, selon eux, de mettre en place durablement une régulation à l'échelle européenne.

Par ailleurs, "la réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste", affirment les signataires du texte.

Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne, la Commission et le Fonds monétaire international (FMI) adoptent "ces principes simples", "des solutions pourront être trouvées", estiment-ils

Crise: d'ex-dirigeants européens appellent à "une vision claire pour l'euro"

Jacques Delors, Felipe Gonzales, Romano Prodi, Etienne Davignon, Antonio Vitorino critiquent "l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates".

Cinq anciens dirigeants européens ont appelé les responsables de l'UE à adopter "une vision claire pour l'euro" qui, seule, lui permettra de sortir renforcé de la crise actuelle, dans une tribune publiée dans le quotidien français Le Monde à paraître samedi.

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzales, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire Romano Prodi, le Belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais Antonio Vitorino critiquent "l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates".

Selon eux, avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", estiment-ils.

"Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la dette grecque doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette".

Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

Avoir une vision claire suppose aussi, selon eux, de mettre en place durablement une régulation à l'échelle européenne.

Par ailleurs, "la réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste", affirment les signataires du texte.

Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne, la Commission et le Fonds monétaire international (FMI) adoptent "ces principes simples", "des solutions pourront être trouvées", estiment-ils.

D'anciens dirigeants européens appellent à une vision claire pour l'euro



L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzales, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire Romano Prodi, le Belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais Antonio Vitorino critiquent "l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates". Selon eux, avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", estiment-ils. "Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la dette grecque doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette". Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

PRESSE EN LIGNE

"L'euro survivra", estiment des ex-dirigeants

Par FTV avec AFP



"La coordination des politiques économiques s'est renforcée", selon eux

"L'euro doit survivre à cette crise et lui survivra. Il en sortira même renforcé", selon 5 anciens dirigeants européens

Dans une tribune publiée dans **Le Monde** à paraître samedi, ils plaident pour "une vision claire de l'euro", ce qui fait actuellement défaut.

Mais "les instruments qui manquaient à ce projet sans précédent d'une zone monétaire sans Etat et sans budget ont déjà commencé à être élaborés", indiquent-ils.

"La coordination des politiques économiques qui aurait dû, dès l'origine, accompagner le pacte de stabilité s'est renforcée", estiment l'ancien président de la Commission européenne **Jacques Delors**, l'ancien chef du gouvernement espagnol **Felipe Gonzales**, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire **Romano Prodi**, le Belge **Etienne Davignon**, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais **Antonio Vitorino**.

Avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", selon ces anciens dirigeants européens.

"Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la **dette grecque** doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette".

Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

Réguler à l'échelle européenne

Avoir une vision claire suppose aussi, selon eux, de mettre en place durablement une régulation à l'échelle européenne.

Par ailleurs, "la réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste", affirment les signataires du texte.

Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne, la Commission et le Fonds monétaire international (FMI) adoptent "ces principes simples", "des solutions pourront être trouvées", estiment-ils.

"L'euro survivra", estiment des ex-dirigeants

Par FTV avec AFP



"La coordination des politiques économiques s'est renforcée", selon eux

"L'euro doit survivre à cette crise et lui survivra. Il en sortira même renforcé", selon 5 anciens dirigeants européens

Dans une tribune publiée dans **Le Monde** à paraître samedi, ils plaident pour "une vision claire de l'euro", ce qui fait actuellement défaut.

Mais "les instruments qui manquaient à ce projet sans précédent d'une zone monétaire sans Etat et sans budget ont déjà commencé à être élaborés", indiquent-ils.

"La coordination des politiques économiques qui aurait dû, dès l'origine, accompagner le pacte de stabilité s'est renforcée", estiment l'ancien président de la Commission européenne **Jacques Delors**, l'ancien chef du gouvernement espagnol **Felipe Gonzales**, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire **Romano Prodi**, le Belge **Etienne Davignon**, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais **Antonio Vitorino**.

Avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", selon ces anciens dirigeants européens.

"Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la **dette grecque** doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette".

Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

Réguler à l'échelle européenne

Avoir une vision claire suppose aussi, selon eux, de mettre en place durablement une régulation à l'échelle européenne.

Par ailleurs, "la réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste", affirment les signataires du texte.

Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne, la Commission et le Fonds monétaire international (FMI) adoptent "ces principes simples", "des solutions pourront être trouvées", estiment-ils.

Télévision espagnole

Felipe González, Prodi y Delors critican la "falta de visión" de los líderes europeos

Estos tres políticos analizan la crisis de deuda en el Viejo Continente

El ex presidente del Gobierno Felipe González, el ex primer ministro italiano Romano Prodi y el ex presidente de la Comisión Jacques Delors han criticado este viernes la "falta de visión" de los actuales líderes europeos para hacer frente a la crisis de deuda de Grecia y su contagio a España, Portugal e Italia.

"Desde hace algunos días, las perspectivas de una solución sostenible a la situación financiera de Grecia parecen desvanecerse, la deuda de los Estados portugués, italiano y español es objeto de ataques cada vez más violentos de los mercados, los negociadores públicos y privados que intentan encontrar una solución no lo logran", denuncian González, Prodi y Delors en una tribuna en el periódico francés 'Le Monde'.

A su juicio, los motivos de esta "impotencia" pueden "resumirse de hecho en uno solo": "la falta de una visión clara de lo que está en juego por parte de líderes capaces de arriesgar su crédito para lograr superar las dificultades inmediatas", denuncian.

No obstante, los antiguos dirigentes europeos se muestran convencidos de que "el euro debe sobrevivir a esta crisis y sobrevivirá". "Saldrá incluso reforzado: los instrumentos que faltaban a este proyecto sin precedentes de una zona monetaria sin Estado y sin presupuesto ya han comenzado a elaborarse", sostienen.

"Sin el euro, la suerte de todos habría sido mucho peor", resalta la tribuna, que también está firmada por el ex vicepresidente belga de la Comisión Etienne Davignon y el ex comisario portugués Antonio Vitorino.

Como receta para el caso de Grecia, los ex mandatarios reclaman "la recompra, con fondos comunitarios o internacionales, de una parte de los bonos más devaluados, para anularlos y beneficiar al país afectado de esta pérdida de valor".

"Estos principios son simples. Si los principales responsables políticos de la UE los adoptan, si los Estados, la Comisión, el FMI, los aplican, podrán encontrarse soluciones. Les apelamos solemnemente a que lo hagan", concluyen.



15 juillet 2011

Blog d'actualité

Vers la nécessité d'une vision claire de l'euro pour résoudre la crise

par Barbara Leblanc

Dans une tribune publiée dans le journal Le Monde daté du 16 juillet, cinq anciens dirigeants européens mettent en avant la nécessité d'une vision claire pour l'euro pour tenter de sortir de la crise actuelle.

Ce sont cinq grands noms de l'Europe qui cosignent un plaidoyer pour l'euro dans le journal le Monde. L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzales, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire Romano Prodi, le Belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais Antonio Vitorino considèrent que *"seule une vision claire de la monnaie unique permettra de sortir renforcés de la crise que subit l'Europe actuellement"*.

Selon eux, *"tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la dette grecque doit l'être"*. Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant vers l'allègement du fardeau de la dette ou des rachats sur fonds communautaires ou internationaux d'une partie des dettes souveraines les plus décorées. Plus globalement, ils appellent à la mise en place d'une régulation durable à l'échelle européenne avec une réduction des déficits maîtrisée par exemple.

Cette tribune intervient au moment où Berlin et Paris se déchirent sur la tenue ou non d'un sommet européen pour régler le programme d'aide pour la Grèce. La France et l'Allemagne n'arrivent pas à s'accorder sur la participation à l'aide des créanciers privés du pays. L'Allemagne exige cette participation alors que d'autres pays redoutent une aggravation de la contagion de la crise de la dette.

15 juillet 2011

Crise : d'ex-dirigeants européens appellent à "une vision claire pour l'euro"

Cinq anciens dirigeants européens ont appelé les responsables de l'UE à adopter "une vision claire pour l'euro" qui, seule, lui permettra de sortir renforcé de la crise actuelle, dans une tribune publiée dans le quotidien français Le Monde à paraître samedi.

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzales, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire Romano Prodi, le Belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais Antonio Vitorino critiquent "l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates".

Selon eux, avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", estiment-ils.

"Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la dette grecque doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette".

Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

Avoir une vision claire suppose aussi, selon eux, de mettre en place durablement une régulation à l'échelle européenne.

Par ailleurs, "la réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste", affirment les signataires du texte.

Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne, la Commission et le Fonds monétaire international (FMI) adoptent "ces principes simples", "des solutions pourront être trouvées", estiment-ils.

Felipe González, Prodi y Delors critican la falta de visión de los líderes europeos frente a crisis de deuda

BRUSELAS, 15 (EUROPA PRESS)

El ex presidente del Gobierno Felipe González, el ex primer ministro italiano Romano Prodi y el ex presidente de la Comisión Jacques Delors han criticado este viernes la "falta de visión" de los actuales líderes europeos para hacer frente a la crisis de deuda de Grecia y su contagio a España, Portugal e Italia.

"Desde hace algunos días, las perspectivas de una solución sostenible a la situación financiera de Grecia parecen desvanecerse, la deuda de los Estados portugués, italiano y español es objeto de ataques cada vez más violentos de los mercados, los negociadores públicos y privados que intentan encontrar una solución no lo logran", denuncian González, Prodi y Delors en una tribuna en el periódico francés 'Le Monde'.

A su juicio, los motivos de esta "impotencia" pueden "resumirse de hecho en uno solo": "la falta de una visión clara de lo que está en juego por parte de líderes capaces de arriesgar su crédito para lograr superar las dificultades inmediatas", denuncian.

No obstante, los antiguos dirigentes europeos se muestran convencidos de que "el euro debe sobrevivir a esta crisis y sobrevivirá". "Saldrá incluso reforzado: los instrumentos que faltaban a este proyecto sin precedentes de una zona monetaria sin Estado y sin presupuesto ya han comenzado a elaborarse", sostienen.

"Sin el euro, la suerte de todos habría sido mucho peor", resalta la tribuna, que también está firmada por el ex vicepresidente belga de la Comisión Etienne Davignon y el ex comisario portugués Antonio Vitorino.

Como receta para el caso de Grecia, los ex mandatarios reclaman "la recompra, con fondos comunitarios o internacionales, de una parte de los bonos más devaluados, para anularlos y beneficiar al país afectado de esta pérdida de valor".

"Estos principios son simples. Si los principales responsables políticos de la UE los adoptan, si los Estados, la Comisión, el FMI, los aplican, podrán encontrarse soluciones. Les apelamos solemnemente a que lo hagan", concluyen.

Dos soluciones posibles para evitar el abismo

BRUSELAS Y ROMA.

Después de vivir a crédito durante décadas sin problemas, dos de las mayores potencias económicas del planeta, Estados Unidos y Europa, están inmersas en una crisis que las obliga a hacer una dolorosa revisión.

Tras año y medio de crisis, la Eurozona está al borde de la implosión, incapaz de hacer frente al endeudamiento de sus países más frágiles. Mientras, la primera potencia mundial quebraría si no encuentra en los próximos días un acuerdo político para aumentar el techo de su deuda, que actualmente se sitúa en 14 billones de dólares.

Como la Eurozona, Estados Unidos sufre la presión de las agencias de calificación. Standard & Poor's y Moody's amenazan con rebajarle su “triple A”, garantía de fiabilidad en los mercados. “Si ocurre crearía un terremoto”, indicó Nicolás Forest, analista de Dexia AM. Una página está a punto de pasar. Ante escenarios antes improbables, la solvencia de los países, incluso de los más sólidos, dejó de “darse por hecho”, advirtió el italiano Mario Draghi, designado nuevo presidente del Banco Central Europeo (BCE). La batalla “debe ganarse en el terreno, con un crecimiento sostenible, sólo posible gracias a unas cuentas en orden”.

En el origen de estas crisis está el hecho de que tanto Estados Unidos como la Eurozona están habituados a vivir a crédito y acumularon deudas que representan de media entre el 85% y el 90% de su PIB.

Afectados por la crisis financiera de 2008, tuvieron que endeudarse todavía más hasta umbrales difícilmente compatibles con su crecimiento, incluso si éste es más dinámico en Estados Unidos que se beneficia del adelanto tecnológico. Las eventuales formas de superar la crisis se topan “con divergencias políticas importantes”, señala Carsten Brzeski, economista de ING. La oposición entre demócratas y republicanos no permite fijar un nuevo techo de deuda en Washington, mientras que en Bruselas, las visiones radicalmente diferentes de Alemania por un lado, y del Banco Central Europeo y Francia por otro, paralizan cualquier definición sobre los medios para salvar a Grecia y poner un cortafuego para evitar el contagio de la crisis a la periferia europea. Aunque nadie parece creer realmente en la quiebra de Estados Unidos, la Eurozona parece más frágil a ojos de los inversores. Mientras que los bonos del Tesoro estadounidense siguen

encontrando compradores, los títulos de los países de la Eurozona -con excepción de los alemanes- están bajo presión.

Entre las soluciones, Washington apuesta al estímulo de la actividad mientras que la Eurozona se inclina por la austeridad.

Mientras tanto, la crisis beneficia a la otra gran zona de la esfera económica: la de los países emergentes, con India y China a la cabeza. Con un nivel de endeudamiento del 36% en 2010, lo que hace morir de envidia a los occidentales, y un crecimiento de dos dígitos, Pekín aparece como “el vencedor”. Y no lo oculta: es el primer acreedor de la deuda estadounidense y compra con voracidad deuda europea.

Acorralada, Italia aprobó el ajuste que afectará derechos laborales

En cuatro años, la austeridad económica que emprenderá Roma perjudicará a jubilados y beneficios fiscales de las familias. El plan fue aprobado por el Parlamento

ROMA Y BRUSELAS. El Parlamento italiano aprobó ayer de forma definitiva el plan de ajuste presupuestario de Silvio Berlusconi por 79.000 millones de euros para el cuatrienio 2011-2014. La Cámara refrendó el plan de austeridad, aprobado el jueves en el Senado y que comprende medidas como recortes en los beneficios fiscales de las familias. Pero la crisis no se detiene con leyes por lo pronto. Ayer el presidente de la Unión Europea (UE), Herman Van Rompuy, anunció la convocatoria a una cumbre de dirigentes de los países de la zona euro para el 21 de julio sobre la crisis de la deuda y la ayuda financiera para Grecia. “Decidí convocar una reunión de los dirigentes de los Estados de la zona euro el jueves 21 de julio a las 7, hora de Argentina, en Bruselas”, anunció en su cuenta Twitter. “Nuestro orden del día será la estabilidad financiera de la zona euro en su conjunto y la futura financiación del programa griego”, precisó. Europa prometió un segundo plan de rescate a Grecia, para dejar el país al abrigo hasta mediados de 2014, tras un primero de 110.000 millones de euros decidido en 2010 por la UE y el Fondo Monetario Internacional (FMI), pero quizá ya no baste para evitarle la bancarrota.

Del lado italiano, Berlusconi permaneció lejos de la escena pública desde que empezaron las turbulencias en los mercados hace una semana. Las turbulencias provocaron que tanto Gobierno como oposición se pusieran de acuerdo para acelerar la austeridad, para que los mercados abrieran el lunes con las medidas aprobadas y se pudiera así poner freno a la escalada de riesgo de la deuda italiana.

El plan consta de cuatro fases de recortes: 3.000 millones de euros para 2011, 6.000 millones de euros para 2012, y 25.000 y 45.000 millones de euros para 2013 y 2014, respectivamente, lo que deja el mayor peso de ahorro para la próxima legislatura. Centra su afán de ahorro y

recaudación para las arcas públicas en los recortes a las pensiones y retraso a la edad de jubilación, así como en la reducción de los beneficios fiscales para asuntos como tener hijos a cargo.

Esta última medida se aplicará automáticamente, siempre que no se desarrolle en el Parlamento antes del 30 de septiembre de 2013 el proyecto de ley marco de reforma fiscal aprobado por el Gobierno también el pasado 30 de junio y puede suponer 1.000 euros más de media de impuestos para las familias en dos años. Italia espera tranquilizar a los mercados ante la incertidumbre de la solvencia de sus finanzas públicas, que en mayo volvieron a marcar un récord de endeudamiento, al situarse en los 1,897 billones de euros, 0,36 % más que en abril.

El plan se aprobó coincidiendo con la superación de los test de solvencia europeos. Los cinco bancos italianos sometidos por la Autoridad Bancaria Europea superaron el test. Suerte contraria padecieron los españoles, CatalunyaCaixa, Unnim, Banco Pastor, CAM y Caja 3 suspendieron los test ayer, a los que se presentaron 90 bancos y cajas de Europa, 25 españolas.

“No somos Grecia ni Portugal”

Barack Obama, aseguró ayer que los problemas de su país no son igual de graves que los de la zona euro. “Atajar el déficit que sufre EE.UU. no necesita de ninguna medida radical”. “Contrariamente a lo que dicen ciertas personas, nosotros no somos Grecia. No somos Portugal”, afirmó.

Sin embargo, demócratas y republicanos siguen sin llegar a un acuerdo para aumentar el techo de gasto (que actualmente está en 14,29 billones de dólares) y acordar las medidas para reducir el déficit. Por ello, el presidente estadounidense volvió a instar al Congreso a que le presente “un plan serio en 24 o 36 horas. Nos estamos quedando sin tiempo”, dijo en referencia al 2 de agosto, fecha en la que EE.UU. puede suspender pagos si no se eleva el endeudamiento.

Riesgos sí, pero no sobre ahorristas

PARÍS. Cinco ex dirigentes europeos instaron a los responsables de la Unión Europea a que adopten “una visión clara para el euro”, lo único que le permitirá salir de la actual crisis, en una carta divulgada ayer en el diario francés Le Monde. El ex presidente de la Comisión Europea Jacques Delors, el ex presidente de España, Felipe González, el del gobierno italiano Romano Prodi, el ex vicepresidente de la Comisión, el belga Etienne Davignon, y el antiguo comisario portugués Antonio Vitorino criticaron la “ausencia de una visión clara de lo que está en juego”.

Para ellos, esta visión clara es que los Estados garanticen los depósitos de los ahorristas. Pero

“las instituciones financieras han corrido riesgos y deben soportar la parte del peso sin amenazar la estabilidad del sistema”. “Todo lo que se pueda hacer para evitar el impago de la deuda griega debe hacerse”, consideran, instando a que encuentren “soluciones que permitan aligerar el peso a los ciudadanos de los países que emitieron deuda”. Abogan por la compra de una parte de las deudas soberanas peor evaluadas con fondos comunitarios o internacionales para anularlas, y hacer beneficiar al país afectado.

“Deberían reducirse los déficits, pero de manera controlada”, afirman los firmantes del texto. Si los responsables políticos de la UE y el FMI adoptan “estos principios simples, se podrán encontrar soluciones a la crisis”, estimaron.

Opinión

Se suma a la frivolidad

En plena espiral de desencuentros en Europa sobre qué camino tomar a raíz de la inminente quiebra de Grecia y con un debate abierto en canal entre los diferentes países sobre cómo evitar el efecto contagio con otras economías periféricas -entre ellas, España e Italia-, surge el fantasma de Estados Unidos.

Siempre habíamos pensado durante esta crisis que uno de los dramas de la actual situación europea era que las prioridades nacionales pasaban por delante del proyecto europeo. Y mirábamos casi con envidia la diferente situación de Estados Unidos, en que la decisión era, al final, de un único gobierno y una única persona. En este caso, el presidente Obama. Pero aunque al parecer todo debería ser más fácil, los norteamericanos también han decidido alegremente sumarse a la política de frivolidad. Y ahí andan, enzarzados, negociando demócratas y republicanos cuál debe ser el nuevo techo de gasto hasta finales del 2012.

La compleja legislación de los EE.UU. tiene sus propios mecanismos y el acuerdo debe lograrse antes del próximo 2 de agosto, ya que si los dos partidos no alcanzan un pacto, el gobierno federal no podrá afrontar sus pagos, incluidos los de la seguridad social. Obama quiere un techo de deuda alto para no tener que negociar en el período electoral próximo. Los republicanos arden en deseos de tener al presidente de Estados Unidos atado en un año tan trascendental como el que se avecina.

La amenaza de una recaída en la recesión en un momento en que el número de desocupados supera los 14 millones es seria, según el presidente de la Reserva Federal, Ben Bernanke. Cuesta de entender tanto despropósito en momentos tan delicados.

José Antich, Director La Vanguardia de España

Alertes Yahoo!, version vénezuélienne.

Felipe González, Prodi y Delors critican la "falta de visión" de los líderes europeos frente a crisis de deuda

BRUSELAS, 15 (EUROPA PRESS)

El ex presidente del Gobierno Felipe González, el ex primer ministro italiano Romano Prodi y el ex presidente de la Comisión Jacques Delors han criticado este viernes la "falta de visión" de los actuales líderes europeos para hacer frente a la crisis de deuda de Grecia y su contagio a España, Portugal e Italia.

"Desde hace algunos días, las perspectivas de una solución sostenible a la situación financiera de Grecia parecen desvanecerse, la deuda de los Estados portugués, italiano y español es objeto de ataques cada vez más violentos de los mercados, los negociadores públicos y privados que intentan encontrar una solución no lo logran", denuncian González, Prodi y Delors en una tribuna en el periódico francés 'Le Monde'.

A su juicio, los motivos de esta "impotencia" pueden "resumirse de hecho en uno solo": "la falta de una visión clara de lo que está en juego por parte de líderes capaces de arriesgar su crédito para lograr superar las dificultades inmediatas", denuncian.

No obstante, los antiguos dirigentes europeos se muestran convencidos de que "el euro debe sobrevivir a esta crisis y sobrevivirá". "Saldrá incluso reforzado: los instrumentos que faltaban a este proyecto sin precedentes de una zona monetaria sin Estado y sin presupuesto ya han comenzado a elaborarse", sostienen.

"Sin el euro, la suerte de todos habría sido mucho peor", resalta la tribuna, que también está firmada por el ex vicepresidente belga de la Comisión Etienne Davignon y el ex comisario portugués Antonio Vitorino.

Como receta para el caso de Grecia, los ex mandatarios reclaman "la recompra, con fondos comunitarios o internacionales, de una parte de los bonos más devaluados, para anularlos y beneficiar al país afectado de esta pérdida de valor".

"Estos principios son simples. Si los principales responsables políticos de la UE los adoptan, si los Estados, la Comisión, el FMI, los aplican, podrán encontrarse soluciones. Les apelamos solemnemente a que lo hagan", concluyen.

Former top EU officials criticise weak vision in debt crisis

Former top EU officials criticised a lack of vision in the handling of the current debt crisis, and urged governments to team up with the private sector to buy debt from struggling countries, on Friday.

The five former senior officials complained that EU leaders lacked a "clear vision" for the eurozone, the survival of which some say is threatened by contagion from the crisis that has brought Greece close to bankruptcy.

"States must guarantee individuals' deposits" and those who invested in Greece's sovereign debt despite the risks should "bear their share of the burden," they said in an editorial in French newspaper Le Monde.

They called for measures to "lighten the burden" of citizens in debt-laden countries such as Greece, via "buy-backs, using EU or international funds, of part of the most downgraded sovereign debts, in order to cancel them."

The piece was signed by the French former European Commission president Jacques Delors, Spain's former prime minister Felipe Gonzalez and Italian former prime minister Romano Prodi.

The other two main signatories were the Belgian ex-vice president of the commission Etienne Davignon and Antonio Vitorino, a Portuguese former EU commissioner.

The five also backed proposals for a European Union-wide system of financial market regulation.

"These principles are simple," they wrote. "If the main political leaders of the European Union adopt them, and if the states, the European Commission and the International Monetary Fund apply them, solutions can be found."

Economía - Felipe González, Prodi y Delors critican la "falta de visión" de los líderes europeos frente a crisis de deuda

El ex presidente del Gobierno Felipe González, el ex primer ministro italiano Romano Prodi y el ex presidente de la Comisión Jacques Delors han criticado este viernes la "falta de visión" de los actuales líderes europeos para hacer frente a la crisis de deuda de Grecia y su contagio a España, Portugal e Italia.

BRUSELAS, 15 (EUROPA PRESS)

El ex presidente del Gobierno Felipe González, el ex primer ministro italiano Romano Prodi y el ex presidente de la Comisión Jacques Delors han criticado este viernes la "falta de visión" de los actuales líderes europeos para hacer frente a la crisis de deuda de Grecia y su contagio a España, Portugal e Italia.

"Desde hace algunos días, las perspectivas de una solución sostenible a la situación financiera de Grecia parecen desvanecerse, la deuda de los Estados portugués, italiano y español es objeto de ataques cada vez más violentos de los mercados, los negociadores públicos y privados que intentan encontrar una solución no lo logran", denuncian González, Prodi y Delors en una tribuna en el periódico francés 'Le Monde'.

A su juicio, los motivos de esta "impotencia" pueden "resumirse de hecho en uno solo": "la falta de una visión clara de lo que está en juego por parte de líderes capaces de arriesgar su crédito para lograr superar las dificultades inmediatas", denuncian.

No obstante, los antiguos dirigentes europeos se muestran convencidos de que "el euro debe sobrevivir a esta crisis y sobrevivirá". "Saldrá incluso reforzado: los instrumentos que faltaban a este proyecto sin precedentes de una zona monetaria sin Estado y sin presupuesto ya han comenzado a elaborarse", sostienen.

"Sin el euro, la suerte de todos habría sido mucho peor", resalta la tribuna, que también está firmada por el ex vicepresidente belga de la Comisión Etienne Davignon y el ex comisario portugués Antonio Vitorino.

Como receta para el caso de Grecia, los ex mandatarios reclaman "la recompra, con fondos comunitarios o internacionales, de una parte de los bonos más devaluados, para anularlos y beneficiar al país afectado de esta pérdida de valor".

"Estos principios son simples. Si los principales responsables políticos de la UE los adoptan, si los Estados, la Comisión, el FMI, los aplican, podrán encontrarse soluciones. Les apelamos solemnemente a que lo hagan", concluyen.